

FINANCEMENT SUPPOSÉ DE LA CAMPAGNE DE SARKOZY PAR KADHAFI

Le PS, depuis Alger, réclame une enquête judiciaire

Le Parti socialiste français estime que la justice française doit se saisir des informations livrées par le site Médiapart sur le présumé financement, en 2007, de la campagne électorale de Sarkozy par Mouamar Kadhafi. La réclamation a été faite lundi à Alger par le porte-parole du PS, Benoît Hamon.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - En marge d'une rencontre lundi soir avec la communauté française en Algérie, le porte-parole du Parti socialiste a affirmé que «nous demandons que la justice se saisisse des révélations du site Médiapart». Notons que le site en question a mis en ligne un article qui évoque une note portant financement de la campagne électorale de 2007 de Nicolas Sarkozy à hauteur de 50 millions d'euros par le souverain libyen déchu.

«Manifestement, Nicolas Sarkozy a une histoire compliquée avec Kadhafi», a soutenu encore Benoît Hamon, qui a ajouté que si les informations publiées par le site venaient à être vérifiées, cela voudrait dire que «le montant n'a pas seulement financé la campagne électorale de Sarkozy».

La campagne électorale du candidat Sarkozy en 2007 a coûté 22 millions d'euros. En début d'après-midi, le porte-parole du PS et la délégation qui l'accompagnait pour cette escale algéroise ont animé une conférence de presse au Sofitel. Une conférence durant laquelle Benoît Hamon s'est notamment expliqué sur l'objet de cette visite. «L'objectif de cette visite est double. Nous l'avons inscrite dans un calendrier qui est lourd, en l'occurrence le calendrier présidentiel. Parce que le 6 mai sera pour la France une occasion de tourner la page de Nicolas Sarkozy», a-t-il affirmé ajoutant : «Nous avons observé un recul de la position, de l'influence et l'image de la France depuis 5 ans. Ce n'est pas seulement lié au fait que la crise financière a touché les pays européens et les pays occidentaux, mais aussi directement lié au choix de politique et aux choix de diplomatie, économique et culturel.»

Dénonçant le discours de droite qui stigmatise l'immigration et l'Islam, le porte-parole du PS a souligné que «la question de l'Islam et des étrangers est devenue obsessionnelle» chez la droite. Benoît Hamon a abordé également la question de la repentance et de la reconnaissance par la France du fait colonial en Algérie. «Il faut dépasser les clivages historiques. La reconnaissance du fait colonial sonne comme une évidence», a-t-il affirmé.

Pour le porte-parole du PS, il ne faut pas qu'il y ait «une surenchère mémorielle» et que «la mémoire ne se joue pas dans les lois», en référence à la loi de février 2005. «On est aujourd'hui une génération qui considère qu'il faut tourner la page et d'installer la relation entre la France et l'Algérie au niveau qu'elle mérite, pas simplement pour des raisons historiques... mais seulement au regard du poids politique, économique, démographique de l'influence de l'Algérie. Nous pensons qu'il est nécessaire de passer des ponts et des passerelles à tous les niveaux. Ces passerelles et ces ponts relèvent d'abord des domaines d'intérêts immédiats pour nos deux pays. Cela suppose aussi des facilités de circulation et d'étendre la coopération, notamment au domaine culturel.» Le PS préconise, en effet, d'étendre le projet Erasmus, relatif à la coopération universitaire, à l'Afrique du Nord. Il promet aussi de relancer l'UPM sous une forme revue et corrigée.

S. A. I.

CONFLIT AUTOUR DU PARKING DU BOIS-DES-PINS

La justice désigne un expert

L'affaire du parking à étages du Bois-des-Pins, dans la commune de Hydra, devrait connaître de nouveaux rebondissements suite à la désignation d'un expert par la justice.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les habitants de la cité Bois-des-Pins ont fait la fête jeudi dernier. Ils ont célébré dans la joie la désignation d'un expert par le tribunal de Bir-Mourad-Raïs.

Une décision qui devrait permettre de relancer une affaire qui comporte encore de nombreuses zones d'ombre. «Cette désignation est le résultat d'une bataille juridique que nous menons depuis plusieurs mois. Nous avons déposé des plaintes au niveau des juridictions, tant au niveau du tribunal de Bir-Mourad-Raïs, qu'au niveau de la cour d'Alger. C'est donc une première victoire car depuis le début de ce scandale, les responsables de la Wilaya d'Alger n'ont cessé de déclarer que les habitants de la cité Bois-des-Pins avaient été déboutés», a expliqué, jeudi, Abdelghani Mehani, président du comité des sages du quartier.

Selon lui, le dossier à la justice présenté par la Wilaya et la commune de Hydra est composé de «faux documents». «Nous avons déposé une plainte contre l'Etablissement de gestion de la circulation et du transport urbain comme étant le propriétaire et l'exploitant de ce parking.

Le permis de construire a été délivré par l'APC d'Hydra à l'EGCTU. Mais face à la justice, le responsable de cette entreprise affirmait qu'il n'avait absolument aucun lien avec ce projet et que le permis de construire lui a été délivré par erreur. Cela n'a pas empêché le maire de Hydra de délivrer un second document à la Direction des transports de la Wilaya d'Alger en reprenant la date et les références du premier permis de construire.»

Pour leur part, les représentants des habitants du quartier ont opté pour une démarche «légaliste» en pré-



Photo : Samir Sid

L'acharnement des habitants a payé.

sentant à la justice des documents prouvant que le terrain objet du litige est bien la propriété de la cité Bois-des-Pins. «Nous avons des documents qui prouvent que les 30 000 mètres carrés sur lesquels sont bâtis nos immeubles et le terrain qui se situe en contrebas est bien notre propriété. C'est d'ailleurs sur la base de ces documents que la justice a décidé de désigner un

expert», a indiqué Abdelghani Mehani. Rappelons que l'affaire dite du parking à étages du Bois-des-Pins, situé avenue Sidi-Yahia, a débuté au mois de juillet 2011 avec le lancement de la réalisation de ce projet. Les habitants du quartier se sont opposés à la construction de ce parking, provoquant, durant plusieurs semaines, des affrontements contre la police.

T. H.

MÉMORANDUM ALGÉRO-MALAISIEEN DANS LES TIC

Un plan d'action commun relance le projet

Le mémorandum d'entente algéro-malaisien dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, signé par les deux pays en 2003, vient d'être relancé à travers la mise en place d'un plan d'action commun.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les rencontres entre le groupe de travail malaisien et les responsables du secteur des TIC ont abouti à des accords communs, notamment la concrétisation et la relance du mémorandum concrétisé en 2003 entre les deux pays dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. C'est ce qu'a expliqué Mohamed Bait, secrétaire général au ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication (TIC), lors d'une confé-

rence de presse organisée lundi dernier. L'accord finalisé fait suite aux rencontres tenues au cours de la semaine écoulée entre les responsables des deux pays. Un plan d'action a été élaboré à cette effet, et la priorité a été donnée à la cyber-sécurité, la coopération dans le cadre du e-gouvernement ainsi qu'à la gestion des cyber-parcs.

Selon les responsables du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, le partenariat a été motivé par l'avancée qu'enregistre la Malaisie dans le domaine des TIC.

Pour les intervenants, il s'agira notamment de mettre au point un prototype de cyber-parcs algériens en prenant en compte l'expérience et les réalisations malaisiennes. La coopération avec la Malaisie devrait aussi s'étendre

à la conception d'un cyber-parc dans la région d'Oran ainsi qu'au développement des laboratoires de métrologie.

La secrétaire adjointe du ministère malaisien de la Science, de la Technologie et de l'Innovation, M^{me} Khadijah Benti Yusoff, était en visite de travail en Algérie la semaine passée en vue de renforcer la coopération entre les deux pays.

Les membres de la délégation malaisienne avaient expliqué qu'il s'agissait surtout de renforcer l'expérience en matière de cyber-sécurité. La Malaisie étant en avance dans le domaine comme elle est membre fondateur de l'OCI-CERT (Computer Emergency Response Team), une organisation spécialisée dans le domaine de la cyber-sécurité.

F.-Z. B.

AFFAIRE SANOFI AVENTIS

Le verdict connu aujourd'hui

Le verdict sera connu aujourd'hui, 2 mai, dans l'affaire Sanofi Aventis, leader mondial de l'industrie du médicament, poursuivi en Algérie pour des infractions de majoration de valeur dans le commerce extérieur, engendrant un transfert de sommes importantes de devises à l'étranger.

Avant-hier, lundi, à Alger, le ministre des Finances, Karim Djoudi, s'exprimant en marge de la commission mixte algéro-émirat, et cité par l'APS, a écarté tout recours à la «transaction» dans le règlement de l'affaire.

La loi sur les infractions de changes stipule qu'un accusé dans des affaires liées aux changes doit présenter une demande de transaction dans un délai d'un mois après l'élaboration du PV du constat de l'infraction. Un

règlement qui évite au contrevenant les dédales de la justice lorsque l'«infraction se rapportant à une opération de commerce extérieur ne dépasse pas les 500 000 DA (5 000 euros environ) ou lorsqu'il n'est pas question d'investissements susceptibles de faire découvrir des faits ayant une qualification pénale».

M. Djoudi n'a pas, en tout cas, précisé si le groupe français avait ou non introduit une demande de transaction

et quel sort lui a été réservé. «Il faut attendre la décision de justice. C'est le verdict qui va décider de la suite», s'est-il contenté de déclarer à l'APS.

L'affaire a éclaté suite à une enquête réalisée par le ministère de la Santé, révélant des surfacturations des médicaments, estimées en 2011 à 94 millions de dollars pour 34 produits importés par presque autant d'opérateurs.

L. H.